

[Un virus peut en cacher un autre](#)

16/03/2020

Le site [Coronavirus Maps](#), qui reproduit la carte de l'Université Johns Hopkins retraçant l'évolution du covid-19 dans le monde, est en réalité un [site frauduleux](#). L'internaute qui s'y connecte risque de télécharger un virus informatique, un « *malware* », via lequel les pirates informatiques pourront lui dérober ses données personnelles et financières.

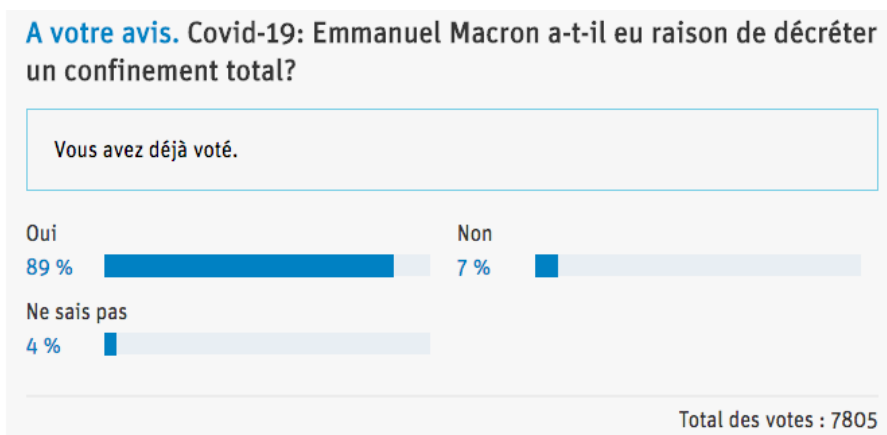
Copyright © <http://www.jim.fr>

[Le coronavirus de la récupération politicienne a encore frappé !](#)

Par Nathalie MP Meyer

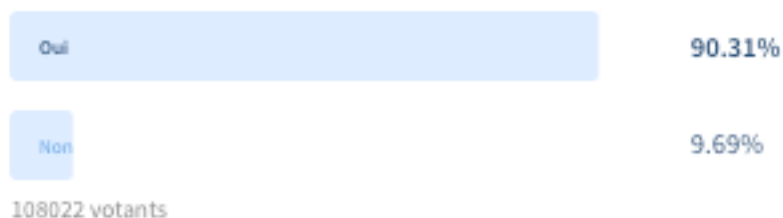
Profitions de la détresse des gens face à une crise inédite pour mieux leur faire avaler un agenda politico-économique digne du Gosplan dont on connaît pourtant le fabuleux succès... La classe !

Leprogress.fr

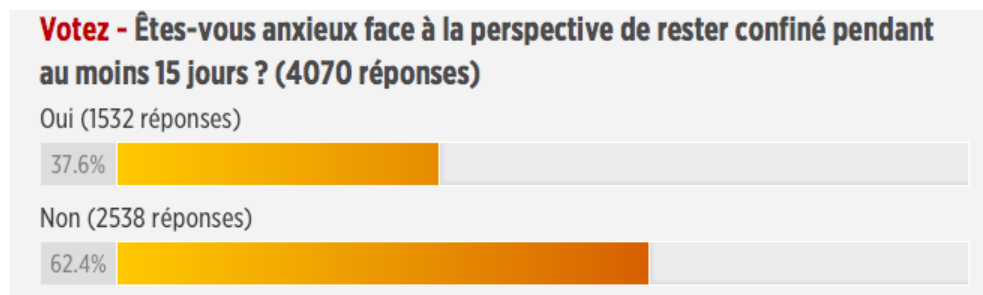


lefigaro.fr

Approuvez-vous les mesures de restriction des déplacements décidées par Emmanuel Macron ?



lepoint.fr



Les Français sont des veaux !

Aucun critère objectif et indépendant n'est annoncé pour le maintien ni la sortie du « confinement » (*goulag, lao gai*)... Et quand on examine la fiabilité des données

Moralité de la fable « *Le lion malade et le renard* »

[...], mais dans cet antre

Je vois fort bien comme l'on entre,

Et ne vois pas comme on en sort.

Coronavirus : l'essentiel de ce qu'a dit le ministre de la Santé ce mardi matin

Olivier Véran était l'invité de France inter, ce 17 mars.

Par Le Figaro

Au bout de combien de temps les Français pourront-ils mesurer l'impact de leurs efforts sur la progression du virus ? "En Italie, certains territoires ont noté l'absence de nouveaux cas au bout de 8-10 jours ou au maximum 12 jours", a répondu le ministre. Toutefois, les experts ont recommandé une période de confinement d' "au moins deux semaines" en France. "On espère voir les résultats (du confinement) avant, mais on sait que deux semaines sont la période nécessaire pour bloquer la progression du virus", a souligné le ministre. "Si dans 15 jours la situation est suffisamment apaisée et qu'on peut lever tout ou partie des mesures on le fera", a voulu rassurer le ministre. [...]

Quand les Italiens s'essaient à rire de leur confinement

Par Le Figaro avec AFP 17 mars 2020 7 h

Plutôt respectueux du mot d'ordre gouvernemental #iostocasa (je reste à la maison), les Italiens, retranchés chez eux pour se mettre à l'abri d'un ennemi invisible, s'adonnent à l'autodérision pour conjurer leur angoisse.

Si leurs chansons sur les balcons ou leurs applaudissements au personnel soignant ont suscité des éloges dans le monde entier, les Italiens rivalisent aussi de créativité un brin potache, sur les groupes de discussion et les réseaux sociaux, à défaut de pouvoir rencontrer leurs amis au café.

Mise en scène

Car seuls les déplacements pour se rendre à son travail, se soigner ou faire des courses essentielles sont tolérés depuis sept jours, tandis que les rassemblements sont totalement interdits. On peut aussi marcher ou aller courir dans son quartier, seul ou avec son chien.

Du coup, les photos de quadrupèdes à louer à l'heure, pour échapper aux amendes des policiers qui veillent au grain, sont parmi les plaisanteries les plus populaires. Un Italien se met ainsi en scène dans une vidéo où il sort son chien frétilant au poil noir frisé. Il regarde sa montre et s'éclipse soudainement, en jetant le faux animal par-dessus son épaule. Dans un autre très court-métrage, un Italien un brin frimeur, caché derrière des lunettes de soleil, joue au DJ sur les plaques électriques de sa cuisinière, en se trémoussant sur une musique tonitruante.

Un cycliste en tenue complète sillonne aussi son appartement en vélo de course avant de se faire semoncer par sa femme furibarde. Un voyageur passe la porte de chez lui en toussant et se fait bombarder de chaussures. Dans un cliché, un télétravailleur a pour sa part ramené dans son salon sa bétonnière, un sac de ciment et une truie. Légende : « *Quand ils te disent d'amener ton travail à la maison* ».

Dieu donne du gel à Adam

La célèbre fresque de Michel-Ange du plafond de la chapelle Sixtine, dans laquelle Dieu pointe son index vers Adam, a pour sa part été revisitée. À l'époque du coronavirus, Dieu s'est muni d'un flacon de gel désinfectant qu'il verse dans la main d'Adam... [...]

Pour vous rire (jaune ?) en attendant :

<https://www.youtube.com/watch?v=dQOnH-A0fug>

Didier Raoult sur le coronavirus : "Il ne faut pas jouer avec la peur"

Propos recueillis par [Brice Perrier](#)

Publié le 16/03/2020 à 15:35

Sommité mondiale dans le domaine des maladies infectieuses et membre du conseil scientifique dédié au coronavirus, Didier Raoult redoute l'emballement face à un coronavirus qu'il invite depuis des semaines à soigner.

Directeur de l'Institut Méditerranée Infection à Marseille, le professeur Didier Raoult est l'un des infectiologues les plus reconnus au monde. Il a notamment rejoint le comité pluridisciplinaire de 11 experts formé en mars par l'exécutif, rassemblé afin "d'éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus".

Mais dans cette crise, il estime être peu entendu par les autorités sanitaires françaises alors qu'il mène un essai clinique sur un vieux médicament antipaludique utilisé en Chine contre le Covid-19.

Face à la réalité de l'épidémie, il préconise de ne pas s'affoler et de détecter les malades sans attendre que leur cas s'aggrave pour mieux les traiter.

Marianne : Que vous inspire l'évolution de l'épidémie de coronavirus ?

Didier Raoult : Je ne me laisse pas embarquer dans la terreur. Je ne sais pas deviner l'avenir et n'ai pas l'habitude de croire les plus excités qui se sont toujours trompés dans leurs modélisations. J'analyse au jour le jour, et l'évolution, aujourd'hui, c'est quelque 6.000 morts dans le monde, dont environ 3.500 en Chine où l'épidémie se termine, et 127 en France. Je m'étonne qu'on parle de cause très significative de mortalité, et même de crise sanitaire du siècle, alors qu'en 2017 la grippe et les autres infections respiratoires ont tué entre 14.000 et 20.000 personnes en France. Peut-être que les statistiques seront très différentes à la fin de l'épidémie, mais aujourd'hui je ne vois pas de problème majeur en termes de mortalité.

On ne peut tester cette mortalité que si l'on intègre des formes peu symptomatiques.

En scientifique, je m'intéresse à ce qui se fait dans le monde pour analyser les solutions associées aux meilleurs résultats. Rares sont les pays qui ont pris le type de décision annoncée par la France, sauf l'Italie avec un succès pas vraiment remarquable. L'Allemagne n'a pas fait ce choix, la Corée du Sud non plus, bien qu'elle ait été frappée de plein fouet. En Chine, il n'y a que la région de Wuhan qui ait été mise en quarantaine, là où il y a eu 2.500 morts, alors que le virus a été partout ailleurs. Mais la mortalité ne s'est pas étendue. On prend des mesures qui n'ont rien à voir avec celles de pays qui ont contrôlé l'épidémie. Peut-être est-ce un trait de génie, ou pas. Il importe surtout de ramener les choses à leur proportion, car l'interprétation que l'on en donne finit par biaiser complètement la vision.

Ce virus n'est-il pas particulièrement contagieux et dangereux ?

La dangerosité, je ne sais pas ce que cela veut dire. Elle dépend de l'échantillon qu'on observe. On peut regarder en Corée du Sud où l'on a fait ce que je préconise depuis le début, à savoir détecter et traiter, ou dans la plus grande folie réalisée au Japon en coinçant des personnes âgées sur un bateau de croisière, un modèle expérimental équivalent à mettre ensemble vingt souris dont quatre infectées pour regarder combien seront contaminées. Dans ces deux cas, la mortalité a été relativement faible, et en Corée elle a été une des plus faibles au monde. Dans notre centre à Marseille, le seul cas mortel est arrivé après avoir erré d'hôpital en hôpital. Une dame de 89 ans qui était en réanimation depuis dix jours quand on l'a diagnostiquée. La mortalité sera évidemment plus importante pour des gens repérés en réanimation qu'avec une détection précoce. Elle va dépendre de la qualité de la prise en charge, et on ne peut tester cette mortalité que si l'on intègre des formes peu symptomatiques.

Nous avons sans doute fait plus de tests du coronavirus que tous les autres laboratoires français réunis, avec aussi bien des formes modérées que graves. Le PACA est peut-être épargné avec un seul décès, mais ça prouverait que les généralisations sont fausses. Les écosystèmes sont différents entre Paris *intra-muros*, Wuhan, la région PACA, et il y a le risque non mesurable, car chaotique des super-contaminateurs, difficilement compréhensible. On sait tout de même maintenant mesurer les charges virales et on voit que des gens ont des quantités de virus un million de fois plus importantes que d'autres. Logiquement, cela peut jouer un rôle dans la contamination, avec d'autres choses comme le comportement. Reste qu'aujourd'hui la plupart de nos patients viennent pour des symptômes respiratoires dus à la vingtaine d'autres virus qui circulent, ou parce qu'ils ont rencontré quelqu'un qui avait le coronavirus. Ils sont affolés et veulent savoir s'ils n'ont pas un truc qui va les tuer. La peur est très contagieuse. En Chine, on rapporte des suicides de gens angoissés. Il ne faut pas jouer avec la peur.

Pensez-vous qu'on s'emballerait dangereusement ?

Oui. Quelles sont les données pratiques ? En 2019, il y a eu 2,6 millions de morts dans le monde par infection respiratoire aiguë. À votre avis, quelle influence aura là-dedans le coronavirus ? Avant de modifier sensiblement ces statistiques, il va falloir qu'il tue beaucoup... Et qui sait s'il ne s'arrêtera pas du jour au lendemain sans qu'on sache pourquoi, comme le SRAS, ou si l'on en aura fini avec lui en mars, comme habituellement avec la grippe. Tout cela fait que je ne suis pas particulièrement ému, et pense surtout à détecter et à traiter.

Vous menez un essai clinique sur un traitement par la chloroquine. Avez-vous de premiers résultats ?

Je les présenterai cette semaine, mais n'inventerai rien. Le docteur Zhong Nanshan, qui a géré l'épidémie de coronavirus chinois avec succès, a montré que la chloroquine améliore le tableau clinique. En Arabie saoudite, pays où il y a eu le plus de coronavirus ces dernières années, Ziad Memish la recommande également comme traitement de base. Ces deux scientifiques sont les meilleurs au monde pour traiter les coronavirus, mais en France, peut-être parce que l'un est chinois et l'autre arabe, on ne les écoute pas. En Corée du Sud, la chloroquine est aussi dans le protocole officiel, comme en Iran.

En France, on réclame de fournir des résultats déjà trouvés ailleurs

Les coronavirus viennent de ces pays et ceux qui proposent ce produit les connaissent. Je transmets des choses que d'autres devraient aussi transmettre s'ils lisaient, suivaient ce qui se fait à l'étranger, et avaient réalisé que les Chinois sont devenus les plus grands producteurs de science au monde. Je ne fais qu'une étude de confirmation au niveau de la charge virale, seul élément vraiment mesurable aujourd'hui, sauf à inclure des milliers de personnes pour des analyses qui arriveront dans plusieurs mois, sans résultat immédiat.

La charge virale est en revanche facile à regarder et elle répond à la question essentielle de la transmissibilité. Sa durée moyenne est de 12 à 14 jours, et le docteur Zhong a déjà montré que la chloroquine réduisait la persistance du virus à quatre jours. Parmi tous les produits testés, c'est le plus anodin au niveau des effets secondaires, le moins cher, et il a montré au moins partiellement son efficacité. Une bonne nouvelle à annoncer. Cela aura un effet, y compris dans une population où l'on peut redouter de mourir de quelque chose qu'on ne peut pas traiter. Je ne comprends pas qu'on ne s'en serve pas. C'est bizarre à une époque où l'on parle sans cesse de mondialisation. En France, on réclame de fournir des résultats déjà trouvés ailleurs.

On a parlé de "fake news" à propos de **vos déclarations sur la chloroquine**.

Fin février, j'ai fait une vidéo dans laquelle je présentais les résultats chinois. Elle a été postée et partagée sur Facebook, qui l'a qualifiée de "fake news" après avis d'un décodeur du *Monde*. Le site du ministère de la Santé a alors affiché que je propageais une *fake news*, **mais l'a vite retiré**. Et deux semaines après, le ministère me demandait de rentrer dans le **conseil scientifique dédié au coronavirus...**

Y êtes-vous entendu ?

J'y dis ce que je pense, mais ce n'est pas traduit en acte. On appelle cela, des conseils scientifiques, mais ils sont politiques. J'y suis comme un extra-terrestre.

La confirmation que le conseil scientifique ne sert que de caution à une immense gesticulation plus dangereuse pour la société et l'économie que le virus lui-même.

Boris Johnson avance à petits pas

ARNAUD DE LA GRANGE Le Figaro - mardi 17 mars 2020

Sous la pression, Boris Johnson a musclé sa riposte contre le coronavirus, sans toutefois se résoudre aux dispositions prises un peu partout en Europe. Reconnaisant que le Royaume-Uni approchait la « partie rapide de la courbe ascendante de l'épidémie », il a prévenu que, sans « action déterminée », le nombre de personnes contaminées pourrait doubler tous les cinq ou six jours. Et ce alors que le nombre de cas confirmés est passé à 1 543, contre 172 cas dimanche, le nombre de décès restant lui stable, à 35.

Sous le feu des critiques pour la timidité de sa réponse, le Premier ministre estime que « l'heure est désormais venue de stopper tous les contacts sociaux non essentiels ainsi que les voyages non nécessaires ». **Le télétravail doit ainsi être privilégié et il faut éviter les pubs, les clubs et les théâtres. Mais le gouvernement se refuse pour l'heure à fermer pubs et restaurants.** Toute personne qui tousse ou qui a de la fièvre doit rester chez elle pendant 14 jours. Pour montrer son implication au front, Boris Johnson - ou l'un de ses ministres - va désormais tenir une conférence de presse quotidienne sur le coronavirus.

Malgré une polémique qui monte, **Boris Johnson se refuse toujours à fermer les écoles.** La mesure est envisagée, mais seulement au « bon stade de l'épidémie » a précisé son conseiller scientifique, Patrick Vallance. Un nombre croissant de parents refusent d'envoyer leurs enfants en classe. Sur le site du Parlement, une pétition appelant à la fermeture des écoles avait déjà recueilli près de 600 000 signatures lundi (il en faut 100 000 pour susciter un débat parlementaire) et les hastags

#Covid19Walkout et #CloseTheSchools prospéraient sur Twitter.

La fuite d'un document officiel a donné la chair de poule à l'opinion. Selon un scénario étudié par Downing Street, 4 Britanniques sur 5 pourraient être infectés par le virus pendant (?) un an, et quelque 8 millions d'entre eux hospitalisés. Selon Chris Whitty, le conseiller médical en chef du gouvernement, le pic pourrait être atteint dans 12 ou 14 semaines. Signe de la montée de l'anxiété, les supermarchés ont été dévalisés depuis le week-end. À tel point que les principales enseignes, comme Tesco, Sainsbury's ou Marks and Spencer, ont lancé un appel à la raison aux consommateurs dans une lettre publiée par les quotidiens nationaux.

Le ministre de la Santé s'est aussi évertué à calmer la polémique sur « l'immunité collective », qui nécessite que 60 % de la population soit infectée et qui serait recherchée par le gouvernement. « L'immunité collective n'est ni notre but ni notre politique, c'est un concept scientifique, a déclaré Matt Hancock, notre politique est de protéger des vies et de vaincre ce virus ».

Mais <https://london.eater.com/2020/3/16/21180735/coronavirus-uk-latest-london-restaurant-closures>

Coronavirus – Situation statistique au 16 mars 0h00 GMT

<https://reseauinternational.net/coronavirus-situation-statistique-au-16-mars-0h00-gmt/>

[...] Comme hier, les taux de mortalité de l'Italie, de l'Espagne et de la France par rapport au nombre de cas déclarés interrogent quand on les compare à ceux de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche, de la Norvège, de la Suède, du Danemark, de l'Autriche, de la Corée du Sud et du Japon.

S'agit-il d'une question d'organisation des systèmes de santé, s'agit-il des traitements appliqués aux malades, s'agit-il d'une question liée à « l'atavisme latin » des populations ? L'avenir nous le dira peut-être. Le fait est qu'avec 5 813 cas déclarés, l'Allemagne n'a enregistré que 11 décès à ce jour, alors que la France avec 5 423 cas déclarés, enregistre 127 décès... ! [...] cf. supra

eBay France http://www.ebay.fr/	Nb total de cas	Dernières 24h	Total Décès	Décès dernières 24h	Totalement guéris	En cours de soin	Etat sérieux / critique	Nb de cas/ millions d'individus
Chine	80,849	+25	3,199	+10	66,931	10,719	3,226	56.2
Italie	24,747	+3,590	1,809	+368	2,335	20,603	1,672	409.3
Iran	13,938	+1,209	724	+113	4,590	8,624		165.9
Corée du Sud	8,162	+76	75	+3	834	7,253	59	159.2
Espagne	7,843	+1,452	292	+96	517	7,034	272	167.7
Allemagne	5,813	+1,214	11	+2	46	5,756	2	69.4
France	5,423	+924	127	+36	12	5,284	400	83.1
USA	3,621	+678	63	+6	59	3,499	10	10.9
Suisse	2,217	+842	14	+1	4	2,199		256.2
UK	1,391	+251	35	+14	20	1,336	20	20.5
Norvège	1,250	+141	3		1	1,246	27	230.6
Pays Bas	1,135	+176	20	+8	2	1,113	45	66.2
Suède	1,040	+79	3	+1	1	1,036	2	103.0
Belgique	886	+197	4		1	881	33	76.4
Danemark	864	+28	2	+1	1	861	2	149.2
Autriche	860	+205	1		6	853	1	95.5
Japon	839	+35	24	+2	144	671	36	6.6

[Coronavirus : la Corée parvient à endiguer l'épidémie sans confinement](#)

À la différence de l'Italie et de la Chine... Comment font-ils ?

Par **Park Chan-Kyong** - 10 mars 2020

La Corée du Sud est l'un des pays qui ont été les plus infectés par le Covid-19, mais aussi celui où le taux de mortalité est le plus faible.

Le pays a endigué l'épidémie sans confinement ni mesures coercitives. Une autre voie a été choisie : l'hygiène, la détection systématique des malades, l'information et les soins individualisés.

Un article du *[South China Morning Post](#)*, traduit par la revue *Conflits*.

Le taux d'infection de la Corée du Sud diminue sans que les villes ne soient verrouillées comme en Chine et en Italie. La Corée du Sud comptait 7 513 cas de Covid-19 à la date du 9 mars, les infections quotidiennes chutant pour le quatrième jour consécutif. Les fonctionnaires attribuent cette diminution aux tests de masse, à l'amélioration de la communication publique et à l'utilisation de techniques avancées.

La Corée du Sud a connu une **diminution constante** des nouveaux cas de coronavirus pendant quatre jours consécutifs, bien qu'elle soit l'un des pays les plus touchés en dehors de la Chine, même si l'attention mondiale s'est portée sur les épidémies en Italie et en Iran.

Le pays a connu une moyenne de plus de 500 nouvelles infections par jour au cours des deux dernières semaines, mais vendredi dernier, ce nombre est tombé à 438, puis à 367, samedi, et à 248, dimanche.

Le président sud-coréen Moon Jae-in a noté lundi la « tendance au ralentissement » des nouvelles infections dans son pays, mais a mis en garde : « Nous ne devons pas du tout nous reposer sur nos lauriers ».

Son point de vue a été souligné par le KCDC (**centre coréen de contrôle des maladies**) qui a déclaré que, parmi les nouveaux patients, se trouvaient plus de 60 personnes qui ont été infectées alors qu'elles travaillaient à proximité les unes des autres dans le centre d'appel d'une compagnie d'assurance.

« Le nombre total de nouveaux cas confirmés est en baisse, mais ces cas d'infection massive sont préoccupants », a déclaré le directeur adjoint du KCDC, Kwon Jun-wook.

Une régulation sans confinement ni coercition

La diminution constante des cas a été attribuée à divers facteurs, notamment les tests de masse, l'amélioration des communications publiques et l'utilisation de la technologie. Les tests approfondis effectués sur les membres de **l'église Shincheonji de Jésus**, qui était liée à plus de 60 % des cas du pays, ont été achevés.

Les responsables sud-coréens ont fait part de leur expérience en matière d'endiguement de l'épidémie, affirmant qu'il est difficile de mettre en œuvre dans une société ouverte les mesures de confinement imposées par la Chine à Wuhan, où l'épidémie a pris naissance.

La Chine a également instauré une stricte distanciation sociale et une surveillance étendue des citoyens et s'est assuré leur « adhésion » aux mesures préventives par des sanctions et des récompenses, ce qui a entraîné une baisse significative du nombre de nouveaux cas.

« Sans porter atteinte au principe d'une société transparente et ouverte, nous recommandons un système de réponse qui associe la participation volontaire du public à des applications créatives de technologies avancées », a déclaré le vice-ministre sud-coréen de la Santé, Kim Gang-lip, aux journalistes.

Les mesures conventionnelles et coercitives telles que le verrouillage des zones touchées présentent des inconvénients, a-t-il déclaré, sapant l'esprit de démocratie et aliénant le public qui devrait participer activement aux efforts de prévention. « La participation du public doit être assurée par l'ouverture et la transparence ».

« Pas de masque, pas d'entrée »

La Corée du Sud a été proactive en fournissant à ses citoyens les informations nécessaires pour assurer leur sécurité, notamment en organisant des points de presse deux fois par jour et en envoyant des alertes d'urgence par téléphone portable aux personnes vivant ou travaillant dans les districts où de nouveaux cas ont été confirmés.

Des détails sur les antécédents de voyage des patients confirmés sont également disponibles sur les sites web municipaux, parfois avec des informations sur le lieu de résidence ou l'employeur du patient, ce qui permet de les identifier individuellement, mais suscite des inquiétudes quant à la protection de la vie privée.

L'importance du maintien d'une [bonne hygiène](#) a également été soulignée. Les Sud-Coréens sortent rarement de chez eux sans porter de masque facial, et de nombreux bâtiments affichent des panneaux indiquant « Pas de masque, pas d'entrée ». Les employés des restaurants et des commerces de détail portent des masques lorsqu'ils servent les clients.

« Je n'aime pas porter un masque. Je n'ai pas pris la peine de porter un masque comme d'habitude lorsque j'ai éternué plusieurs fois dans le métro. Puis d'autres banlieusards m'ont désapprouvé et se sont éloignés de moi. À ce moment-là, j'ai décidé de suivre la tendance et de porter un masque », a déclaré Min Gyeong-wook, employé de 35 ans.

Des tests quotidiens

La Corée du Sud a également mis en place des mesures nouvelles, notamment une cinquantaine de stations de test au volant dans tout le pays, où il ne faut que 10 minutes pour effectuer l'ensemble de la procédure. Les résultats des tests sont disponibles en quelques heures. Le coût des tests Covid-19 est prohibitif dans de nombreux pays, mais en Corée du Sud, tous les tests sont gratuits. Le pays est également capable de traiter jusqu'à 15 000 tests de diagnostic par jour, et le nombre total de tests a atteint près de 200 000.

Cette capacité de test a permis au pays d'identifier les patients à un stade précoce, et de minimiser les effets néfastes, selon les experts de la santé. Mais cela a également conduit la Corée du Sud à avoir le deuxième plus grand nombre d'infections confirmées dans le monde après la Chine, bien que celle-ci ait été remplacée par l'Italie cette semaine.

La Corée du Sud a mis en place des « procédures spéciales d'immigration » pour surveiller les arrivées pendant deux semaines sans avoir à interdire l'entrée du pays.

Les personnes arrivant de Chine, y compris de Hong Kong et de Macao, mais non de Taïwan, font vérifier leur température corporelle, tandis que leurs coordonnées nationales sont vérifiées et qu'elles doivent remplir un questionnaire de santé. On leur demande également de télécharger une application d'autodiagnostic sur leur téléphone portable et de se soumettre à un examen approfondi s'ils présentent des symptômes.

Dépister les personnes à risque et les soigner

La Corée du Sud utilise également sa technologie informatique de pointe et ses caméras de surveillance omniprésentes pour suivre les sources d'infection, en identifiant les mouvements des cas confirmés, sur la base de leurs transactions par carte de paiement et du suivi des téléphones portables, et en divulguant ces informations pour aider à retrouver ceux qui ont pu entrer en contact avec eux.

[Les personnes à risque sont placées en isolement](#) et font l'objet d'un strict suivi par les autorités sanitaires.

Pour faire face à la pénurie de lits d'hôpitaux, le pays a transformé de nombreux centres de formation professionnelle et autres installations publiques en « centres de vie et de traitement » où les patients présentant de légers symptômes du coronavirus sont confinés.

Le professeur Kim Woo-joo, de la faculté de médecine de l'université coréenne, a déclaré que le pays avait acquis de l'expérience en traitant des urgences sanitaires antérieures, comme la pandémie de grippe H1N1 de 2009, qui a provoqué environ 750 000 cas et 180 décès en Corée du Sud, et l'épidémie de syndrome respiratoire du Moyen-Orient (SRAS) de 2015, qui a infecté 186 personnes et entraîné au moins 39 décès dans le pays.

« La Corée du Sud a tiré des enseignements précieux de ces épidémies », a déclaré M. Kim. « La sensibilisation du public à la nécessité de l'hygiène individuelle, comme le lavage des mains et le port de masques, a également été grandement renforcée, grâce à l'expérience acquise lors des précédentes épidémies ».

Le pays a par la suite formé des agents de santé pour faire face aux épidémies, en particulier pour tester les infections, suivre et isoler les contacts.

« Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde comme la Corée du Sud qui disposent à la fois des cerveaux et des produits nécessaires pour faire face aux épidémies virales », a déclaré Hwang Seung-sik, professeur de santé publique à l'université nationale de Séoul.

Aucune mesure de confinement

Malgré ces installations, Kim a déclaré qu'il serait difficile pour une société ouverte comme la Corée du Sud ou d'autres pays de l'OCDE, d'appliquer des mesures de confinement comme en Chine.

Cette difficulté a été mise en évidence lorsque Hong Ik-pyo a été contraint de démissionner de son poste de porte-parole du parti démocratique au pouvoir après avoir été critiqué pour ses propos selon lesquels la ville de Daegu, épice de la récente épidémie, devrait être fermée. Ces remarques sont arrivées à un moment politiquement sensible, avec les élections parlementaires prévues pour le 15 avril.

Kim a mis en garde contre un optimisme prématuré, notant qu'il y a eu de petits groupes d'infections dans certains hôpitaux, appartements, églises et maisons de retraite dans des endroits autres que Daegu, y compris Séoul et la ville voisine de Seongnam City.

Le district de Guro à Séoul a déclaré lundi qu'au moins 46 personnes ont été infectées dans un centre d'appel d'une compagnie d'assurance, où les employés travaillant dans des pièces fermées ne sont pas autorisés à porter des masques pour pouvoir parler clairement au téléphone. Quatre autres cas concernaient des membres de la famille des employés, et 207 personnes travaillant au même étage ont été testées.

« Le meilleur scénario est que le virus meure fin mars. Le pire scénario est que le virus se répande largement dans la zone métropolitaine de Séoul et dans la province de Gyeonggi qui l'entoure », a déclaré M. Kim. Près de la moitié des 51 millions de citoyens sud-coréens vivent dans cette région. Kim Dong-hyun, président de la Société coréenne d'épidémiologie, a déclaré qu'il est difficile d'empêcher la maladie de Covid-19 de se propager parmi les membres de la communauté, car le partage du virus peut se produire pendant les périodes asymptomatiques. « Les pays devraient prendre des mesures préventives drastiques, même au stade initial de l'apparition du virus », a-t-il ainsi déclaré.

Source : [The week in Asia](https://www.scmp.com/week-asia/health-environment/article/3074469/coronavirus-south-korea-cuts-infection-rate-without), South China Morning Post

<https://www.scmp.com/week-asia/health-environment/article/3074469/coronavirus-south-korea-cuts-infection-rate-without>

Au 10 mars 2020

Pays	Malades recensés	Morts	% de létalité
Chine	80 813	3 176	3,93
Italie	15 113	1 016	6,72
Iran	11 364	514	4,52
Corée du Sud	7 979	67	0,84
Espagne	4 209	120	2,85
France	2 876	61	2,12
Allemagne	2 369	3	0,13
États-Unis	1 642	41	2,50

Publié le 10 mars 2020. Traduction : *Conflicts*.

Auteur : [Park Chan-kyong](#). Il a étudié les sciences politiques à l'Université de Séoul et a travaillé pendant 35 ans pour l'AFP en Corée du Sud.

L'atteinte aux libertés individuelles est loin d'être négligeable...

Coronavirus : les simulations alarmantes des épidémiologistes pour la France

Par Chloé Hecketsweiler - Le Monde 15 mars 2020

Le Monde a pris connaissance d'estimations sur l'impact du virus, effectuées par les scientifiques qui conseillent l'Élysée. Cette projection évalue le scénario le plus sombre, avec les hypothèses de mortalité les plus élevées et en l'absence de mesures radicales de prévention.

Par [Chloé Hecketsweiler](#) et [Cédric Pietralunga](#) Publié 15 mars 2020 à 12h47

Temps de lecture 8 min.

Le Covid-19 sera-t-il au XXI^e siècle ce que la grippe espagnole a été au XX^e siècle ? C'est en tout cas le scénario le plus alarmiste sur lequel a travaillé le conseil scientifique, ce groupe de dix experts mis en place [...] « pour éclairer la décision publique ».

Selon ces modélisations confidentielles, dont *Le Monde* a eu connaissance, l'épidémie de Covid-19 pourrait provoquer en France, en l'absence de toute mesure de prévention ou d'endiguement, de 300 000 à 500 000 morts.

Précision extrêmement importante : ce scénario a été calculé en retenant les hypothèses de transmissibilité et de mortalité probables les plus élevées, et ce en l'absence des mesures radicales de prévention et d'éloignement social qui viennent d'être prises. Dans ce cas de figure, entre 30 000 et 100 000 lits de soins intensifs seraient nécessaires pour accueillir les patients au pic de l'épidémie.

Cette modélisation a été réalisée par l'épidémiologiste Neil Ferguson, de l'*Imperial College* à Londres. Son équipe a été sollicitée par plusieurs gouvernements européens pour établir différents scénarios de progression de l'épidémie. Elle s'appuie sur l'analyse de différentes pandémies grippales et l'évaluation de différentes interventions possibles pour endiguer la propagation d'un virus, comme la fermeture des écoles, la mise en quarantaine des personnes infectées, ou encore la fermeture des frontières.

Les résultats pour la France ont été présentés jeudi 12 mars à l'Élysée. Quelques heures avant que le président ne prenne solennellement la parole devant les Français pour expliquer « l'urgence » de la situation.

Il existe des incertitudes quant aux hypothèses retenues et au comportement du virus – pourcentage d'asymptomatiques, transmissibilité, impact des mesures de quarantaine –, mais, « même en divisant par deux, trois ou quatre, c'est une situation très sérieuse », insiste Simon Cauchemez, l'épidémiologiste de l'Institut Pasteur qui a présenté ces modélisations. « S'il y a une situation où je serais heureux que les modèles se trompent, c'est celle-là », ajoute le scientifique, en insistant sur le fait que les observations de terrain coïncident avec les prédictions du modèle et ont tout autant concouru au processus de décision.

Doublement des cas toutes les 72 heures

Invité à réagir à ces chiffres, l'Élysée confirme que différentes modélisations ont été présentées jeudi matin puis jeudi après-midi à Emmanuel Macron par le Conseil scientifique, mais qu'il n'existe pas de consensus parmi les scientifiques qui le composent.

« Il y a eu plusieurs documents de travail qui ont été présentés, pas de document de synthèse, explique un conseiller du chef de l'État. On ne peut donc pas considérer qu'une étude fournie par l'un de ses membres reflète l'avis du Conseil scientifique dans son ensemble. »

C'est sur la base de ces échanges que le chef de l'État a décidé de fermer les établissements scolaires. « Mais si l'un des scientifiques avait mis son veto à l'une des mesures envisagées, cela aurait été pris en compte. Cela n'a pas été le cas », explique-t-on à l'Élysée.

Ce conseil scientifique a été de nouveau consulté samedi matin par le Premier ministre et le ministre de la Santé. C'est à la suite de ces échanges, et devant l'accroissement du nombre de cas de Covid-19, que l'exécutif a décidé d'étendre les fermetures à tous les commerces non alimentaires hors pharmacies.

« Mais les chiffres évoqués [de 300 000 à 500 000 morts en cas d'absence de mesures d'endiguement] sont infiniment supérieurs à ceux communiqués par le ministère de la Santé : ils apparaissent disproportionnés », affirme l'Élysée.

Synthèse des travaux du conseil scientifique

Selon nos informations, le gouvernement devrait présenter au plus tard lundi une première synthèse des travaux du Conseil scientifique, tels qu'ils ont été exposés samedi au Premier ministre. « Nous avons demandé au Conseil de nous rendre un document dimanche soir et nous le communiquerons lundi au grand public », explique-t-on au cabinet d'Olivier Véran. « Il y aura désormais un document publié après chaque réunion, reprenant les conclusions des membres du conseil scientifique », ajoute-t-on à l'Élysée. Une décision prise pour éviter les procès en dissimulation, qui fleurissent sur les réseaux sociaux.

Ces estimations ont permis de réaliser que les premières dispositions prises par les autorités françaises pour tenter de freiner la vague épidémique – notamment les limitations des rassemblements et l'isolement des personnes âgées – s'étaient avérées insuffisantes. Le nombre de cas de Covid-19 double maintenant toutes les 72 heures et 300 personnes sont déjà hospitalisées en réanimation. Dans les régions où le virus est le plus présent, les services de réanimation font depuis quelques jours face à un afflux de patients graves, et redoutent de ne plus pouvoir tenir si le rythme de l'épidémie ne ralentit pas. Mardi 10 mars, le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, a annoncé que 5 000 lits de réanimation étaient disponibles en France et 7 364 lits dans les unités soins intensifs. Mais ces capacités risquent d'être vite débordées.

Dans l'urgence, des mesures de confinement exceptionnelles ont été annoncées par le chef de l'État et le Premier ministre, dans deux allocutions prononcées à seulement 48 heures d'intervalle. Vendredi soir, toutes les écoles françaises ont fermé leurs portes, et depuis samedi minuit tous les commerces, cafés, restaurants et cinémas ont aussi tiré le rideau.

Avec le passage officiel au « stade 3 » de l'épidémie et ces dispositions exceptionnelles, valables « jusqu'à nouvel ordre », le gouvernement espère enrayer la propagation du virus et « sauver des vies quoi qu'il en coûte », a assuré Emmanuel Macron dans son [adresse aux Français le 12 mars](#). Le premier tour des élections municipales n'a, en revanche, pas été reporté, et les bureaux de vote ont ouvert comme prévu dimanche, malgré les mises en garde de certains experts.

« Éthique personnelle »

L'impact de ces mesures exceptionnelles est difficile à chiffrer. « Les modèles suggèrent que cela peut être suffisant pour endiguer la première vague de l'épidémie, mais cela dépend beaucoup du comportement des gens et de la façon dont ils vont appliquer ces consignes », souligne Simon Cauchemez, en rappelant que, « dans un État qui n'est pas totalitaire, il s'agit d'une question d'éthique personnelle ». « Cela peut faire mentir le modèle dans un sens ou dans l'autre », a-t-il insisté, appelant chacun à participer à cet « énorme effort ».

Cette dimension était au cœur du [discours du Premier ministre, Édouard Philippe](#), samedi soir : « Je le dis avec gravité, nous devons, tous ensemble, montrer plus de discipline dans l'application des mesures », a martelé le chef du gouvernement.

Dans tous les cas, l'effet de ces nouvelles mesures dites de « distanciation sociale » ne se fera pas sentir avant plusieurs semaines. « Compte tenu du délai d'incubation – cinq jours en moyenne – et de l'évolution de la maladie sur plusieurs jours, il faut s'attendre à une augmentation du nombre de cas graves au cours des 2 ou 3 prochaines semaines », explique Simon Cauchemez.

Lors d'une réunion de crise samedi soir, le modélisateur a présenté ce scénario à la direction de l'AP-HP. De nombreux établissements parisiens sont déjà à saturation, et des mesures d'urgence ont été prises en fin de semaine pour libérer de nouveaux lits, notamment en réanimation.

« Tous ceux qui combattent la maladie soutiennent à 100 % les mesures qui ont été annoncées et supplient l'ensemble des Français de les appliquer intégralement pour éviter que les contacts se multiplient », a déclaré Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP, lors d'une intervention au journal télévisé de France 2, samedi.

Toute la difficulté consiste à calibrer la réponse, alors que **les contours de l'épidémie sont encore mal définis**. « C'est une situation nouvelle pour tout le monde. On n'a pas vu ce genre de choses depuis au moins une génération », souligne Simon Cauchemez. « Il faut qu'on s'y habitue tous : ce qui est vrai un jour ne le sera pas forcément le lendemain ou le surlendemain et il faut qu'on vive comme cela plusieurs mois », juge Xavier Lescure, infectiologue à l'hôpital Bichat et membre du Conseil scientifique.

Dans les hôpitaux, la tension est palpable. « Nous avons déjà 61 patients Covid hospitalisés, dont 20 en réanimation. Tous les lits sont occupés », constate M. Lescure. Lundi, il ouvrira la dernière aile de son service, soit 18 lits, pour accueillir les nouveaux malades. « Le facteur limitant, ce ne sont pas les lits, mais le personnel soignant. Nous ne comptons pas les heures, mais nous manquons de médecins, d'infirmières et d'infirmiers », s'inquiète l'infectiologue.

Dans ce contexte tendu, il regrette que de précieuses ressources soient encore consacrées à identifier des patients zéros et des chaînes de transmission, alors que le virus circule maintenant partout. « Dans certaines zones, cela n'a plus aucun sens. On va épuiser tout le monde à faire cela », s'alarme-t-il. « **Les Anglais sont beaucoup plus pragmatiques : ils ont compris que cette première bataille était perdue et qu'on allait se faire passer dessus.** »

D'autres médecins sont encore plus sévères. « La parole politique n'a pas été à la hauteur, juge Djillali Annane, chef du service de réanimation de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. Ce n'est donc pas surprenant qu'il n'y ait pas eu une très forte adhésion des Français aux mesures prises. Ils n'ont pas saisi l'urgence. Ils continuaient de se faire la bise dans la rue. Cela relevait de l'inconscience ! »

Dans son établissement, le nombre de patients Covid augmente de 20 % à 30 % par jour, et rien que dans la journée de samedi 4 nouveaux cas ont été hospitalisés en réanimation. « Nous sommes armés pour affronter la vague dans les 2 ou 3 jours qui viennent. L'enjeu est de tenir dans la durée », insiste-t-il.

D'autant que les mesures prises par le gouvernement ne régleront sans doute pas la totalité du problème. « Avec des mesures fortes comme celles qui ont été prises samedi et une très forte implication de la population, on **peut potentiellement** éteindre la première vague », explique Simon Cauchemez. « Mais dans la mesure où il n'y aura pas suffisamment **d'immunité, qui ne peut être conférée que par la vaccination ou par une infection naturelle**, il peut y avoir une seconde vague, et la question des mesures à prendre se reposera, poursuit-il. C'est toute la difficulté de cette stratégie, qui n'avait jusqu'à présent jamais été envisagée pour un virus circulant de façon globalisée, en raison de son coût économique et social. »

Covid-19 : interpréter les chiffres

Posté le 13 mars 2020 par Gérard Maudrux

Une bonne illustration de l'imbroglie statistique ! Voir aussi les commentaires.

Cite un intéressant article statistique chinois, "le plus important à ce jour."

<https://blog.gerardmaudrux.lequotidiendumedecin.fr/wp-content/uploads/2020/03/COVID-19-chine.pdf>

Face au coronavirus, la vérité des chiffres s'avance... masquée

Il se vérifie que « la première victime d'une guerre est toujours la vérité ».

Par **Jean-Pierre Robin** Publié 15 mars 2020

Dans son allocution télévisée du jeudi 12 mars, sans doute la plus importante de son quinquennat, Emmanuel Macron a décrété « la mobilisation générale » contre le Covid-19.

Ce terme guerrier utilisé à sept reprises est approprié. Car même s'il n'a pas prononcé le mot, il s'agit de partir en « guerre » contre ce fléau, au même titre qu'on s'arme contre le terrorisme. Le problème est que « la première victime d'une guerre est toujours la vérité », selon la formule attribuée à Rudyard Kipling, l'écrivain emblématique de l'Empire britannique.

Peu importe qu'elle soit apocryphe selon certains, l'expression exprime une réalité éprouvée maintes fois : en période de conflit, les gouvernements ont de multiples raisons de déformer la vérité, pour ne pas affoler leur opinion publique ou pour dissimuler la faiblesse de leurs munitions, etc.

On sait que la grippe espagnole de 1918-1919, qui a fait entre 50 et 100 millions de morts dans le monde, a été qualifiée ainsi parce que l'Espagne était un pays non belligérant en 1914-1918, un des rares à ne pas être tenu par le secret militaire. Madrid a été la première capitale à donner des chiffres sur une épidémie dont le virus était parti de Chine pour muter aux États-Unis et venir en Europe...

Comment dire « la vérité » ? Faut-il s'en tenir à des notions simples, compréhensibles de tous, ou s'engager dans des chiffrages scientifiques hermétiques pour le profane ? Emmanuel Macron a privilégié la première option, avertissant les Français que « *nous ne sommes qu'au début de cette épidémie* » et « *partout en Europe elle s'accélère* ». La veille, Angela Merkel avait déclaré que 60 à 70 % de la population allemande étaient susceptibles d'être infectés (même si l'immense majorité des porteurs du virus n'auraient pas les symptômes et guériraient naturellement). Moyennant quoi la Chancelière allemande a jugé qu'il convenait de recourir au confinement.

Sous-estimation des cas

Sous des formes différentes, Paris et Berlin disent la même chose. Car **partout on dispose des mêmes modèles mathématiques** de propagation du virus. Ces études s'appuient notamment sur le cas du *Diamond Princess*, ce paquebot de croisière accosté au Japon où ont été confinées plusieurs semaines 3 600 personnes, dont 696 ont été infectés du Covid-19, et 6 en sont morts. Le *Diamond Princess* est considéré par les épidémiologistes comme une expérience *in vitro* (?) pour l'ensemble de la planète, ce qui donne un potentiel, à l'échelle du globe, de près de 2 milliards de personnes touchées et un taux de décès de 1 % (20 millions).

Outre-Atlantique, une représentante démocrate, Rashida Tlaib, vient de révéler que « *le médecin attaché au Congrès s'attendait à ce qu'entre 70 et 150 millions de personnes finissent par contracter le Covid-19 aux États-Unis* ».

Si la prévision de l'avenir est un exercice délicat, la situation présente est également difficile à cerner. Dans son bilan quotidien, dont il faut louer la qualité, Jérôme Salomon, le directeur général de la Santé, présente principalement trois indicateurs. À la date du 14 mars, il y avait 91 décès en France, 4500 personnes ont été contaminées, dont 300 « en état grave ». Or seul ce troisième indice, correspondant au nombre de gens en réanimation dans les hôpitaux, est fiable.

Contre-feux

En revanche le nombre de morts pour cause de coronavirus est sujet à caution (ont-ils tous été identifiés ?) et plus encore la statistique des 4500 cas d'infection. Comment comprendre en effet que 13 députés (sur 577) aient contacté le Covid-19, soit 2,2 % ? Un taux considérable qui rapporté aux 67 millions de Français donnerait un chiffre de 1.474.000 gens infectés. Certes, nos parlementaires aiment serrer la paluche, mais surtout ils bénéficient systématiquement d'un test de dépistage, ce qui n'est pas le cas du « *vulgum pecus* » ! La sous-estimation des cas d'infection est manifeste.

Alors que sur le plan sanitaire on tend à édulcorer la vérité, la présentation des contre-feux pour remédier aux difficultés économiques gigantesques - arrêts d'activité, chômage, faillites - est au contraire hyperbolique. « *Tout sera mis en œuvre pour protéger nos salariés, pour protéger nos entreprises, quoi qu'il en coûte* », s'est engagé Macron.

Et il promet une relance au niveau européen « *quoi qu'il en coûte* » (*bis repetita*). Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a renchéri « *nous ferons tout ce qui est nécessaire, et plus que ce qui est nécessaire* (sic), pour soutenir notre économie et nos entreprises », précisant que « *cela coûtera à l'État des dizaines de milliards d'euros* ». De son côté, Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a promis que le système de chômage partiel, dessiné par l'Élysée serait « *le plus protecteur d'Europe* » (sic). Les Gaulois et leur chef Macron craignent que le ciel leur tombe sur la tête. Ils ne sont pas les seuls.

En Allemagne, le gouvernement fédéral a annoncé un plan de garantie de prêts par l'État de 550 milliards d'euros au départ : « *Il n'y a pas de limite vers le haut, c'est le message le plus important* », a déclaré Olaf Scholz, ministre des Finances. Ces aides temporaires pour éviter la faillite d'entreprises saines et des suppressions d'emplois ne constituent pas une relance des dépenses publiques, Berlin n'envisageant à ce stade qu'un programme d'investissements publics de 12,4 milliards d'euros d'ici à 2024.

Paris s'empresse de garantir les revenus courants, Berlin privilégie son outil de production. Une certitude : on n'est plus dans un scénario où le PIB perdrait « *plusieurs dixièmes de points de PIB* », comme l'expliquait Bercy il y a huit jours, mais de plusieurs points entiers, à l'instar de la Chine (5 points au moins ?). Mais on préfère mettre l'accent sur les efforts de l'État que sur la catastrophe économique elle-même. Face au coronavirus, « *la vérité* » s'avance... masquée.

Coronavirus : l'Allemagne accuse Trump d'avoir voulu s'approprier un projet de vaccin

Par L'EXPRESS.fr avec AFP publié le 15 mars 2020 à 21 h 38

Le président américain a proposé une grosse somme d'argent pour acheter un laboratoire allemand, dans le but, semble-t-il, de réserver le potentiel vaccin aux Américains.

L'union sacrée pour trouver une issue médicale à l'épidémie du coronavirus est en train de voler en éclats. Le gouvernement d'Angela Merkel a accusé dimanche soir Donald Trump d'avoir tenté de s'approprier un projet de vaccin contre le Covid-19 développé par un laboratoire allemand, prévenant qu'il ferait tout qu'il soit développé en Europe.

Très vertement, le ministre de l'Économie, Peter Altmaier, a prévenu que l'Allemagne "n'est pas à vendre", sur la chaîne de télévision publique ARD après des informations révélées par le quotidien allemand *Die Welt*.

D'après le journal, Donald Trump a tenté de faire main basse sur un laboratoire allemand qui développe le virus en lui proposant une très grosse somme d'argent. Le ministre de l'Intérieur a confirmé la véracité des informations du quotidien. "Je peux juste dire que j'ai entendu aujourd'hui à plusieurs reprises de la part de membres du gouvernement que c'est exact", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Il a annoncé dans la foulée que le sujet serait abordé lundi par le "comité de crise" chargé de piloter la lutte contre l'épidémie de coronavirus, qui a touché à ce jour en Allemagne près de 5.000 personnes et fait 12 morts.

Un vaccin qui serait réservé aux Américains

L'objet des convoitises américaines : le laboratoire allemand CureVac, situé à Tübingen, l'un de ceux dans le monde qui travaillent sur un vaccin contre le Covid-19, en bénéficiant de subventions du gouvernement allemand. Il affirme être "à quelques mois" de pouvoir présenter un projet pour validation.

Selon le journal allemand, Donald Trump essaie d'attirer à coups de millions de dollars des scientifiques allemands travaillant sur ce potentiel vaccin ou d'en obtenir l'exclusivité pour son pays, en investissant dans l'entreprise.

Dans ce cas, le vaccin serait alors "seulement pour les États-Unis", a affirmé au journal, proche du gouvernement allemand. Un représentant gouvernemental américain, interrogé dimanche par l'AFP, a estimé que cette affaire était "très exagérée".

Sous couvert de l'anonymat, il a indiqué que le gouvernement américain avait parlé à plus de 25 laboratoires pharmaceutiques affirmant pouvoir développer un vaccin, et assuré que "toute solution qui viendrait à être trouvée serait partagée avec le reste du monde".

Le fait est toutefois que le PDG de la société allemande a été personnellement invité par le président américain le 3 mars à la Maison-Blanche pour discuter "des stratégies et des opportunités visant au développement rapide d'un vaccin contre le coronavirus", selon un communiqué de ce laboratoire.

Départ surprise du PDG après son invitation par Trump

Curieusement, la société CureVac a annoncé une semaine plus tard, le 11 mars, le départ surprise de ce PDG, sans donner de raison. C'est que, entre-temps, la résistance s'est manifestement organisée côté allemand, et notamment au sein de l'entreprise concernée, face aux velléités américaines. Le ministre allemand de l'Économie a ainsi salué la "décision formidable" de CureVac de ne pas céder aux avances américaines et d'avoir "répondu clairement".

- Berlin a jugé "très important de pouvoir produire des vaccins en Allemagne et en Europe", et prévenu qu'il pouvait mettre son *veto* à des projets d'investissement dans des entreprises nationales jugées stratégiques. "Le gouvernement a la possibilité d'examiner de près des acquisitions d'entreprises allemandes par des États étrangers, surtout s'il en va des intérêts de sécurité de l'Allemagne et de l'Europe", a ajouté le ministre de l'Économie.

Coronavirus : « 136 équipes européennes travaillent sur un vaccin »

ENTRETIEN. La commissaire Mariya Gabriel, chargée notamment de la recherche, détaille l'action de la Commission européenne pour en finir avec ce virus.

Propos recueillis par Emmanuel Berretta Modifié le 15/03/2020 à 12:40 | Le Point.fr

La jeune commissaire bulgare Mariya Gabriel se retrouve en première ligne face au Covid-19. Depuis janvier, elle sonne l'alerte au sein de la Commission pour que les équipes de recherche puissent obtenir les soutiens suffisants. Responsable de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, elle a sollicité les supercalculateurs de l'UE pour accélérer la recherche d'un vaccin. Toutefois, les essais cliniques prendront du temps... Naturellement, les fonds nécessaires à la recherche européenne doivent être beaucoup plus ambitieux à l'avenir. De quoi méditer après la pingrerie affichée par certains en février...

Le Point : Vous avez annoncé débloquer 10 millions d'euros pour accélérer la recherche d'un vaccin contre le Covid-19. Mais d'autres fonds se sont ajoutés depuis. Pouvez-vous nous détailler les moyens investis ?

Mariya Gabriel : En effet, à la suite de la publication d'une demande d'expression d'intérêt de 10 millions d'euros, le 30 janvier, la Commission européenne a obtenu 37,5 millions d'euros supplémentaires (donc 47,5 millions d'euros au total) pour la recherche sur le diagnostic, les traitements et les vaccins pour le Covid-19, ainsi que l'épidémiologie et la dynamique sociale de la maladie. Les résultats ont été annoncés le 5 mars, avec 17 projets sélectionnés.

La Commission s'est également engagée à contribuer jusqu'à 45 millions d'euros pour la recherche sur les vaccins et les traitements contre le Covid-19, par le biais d'un appel publié le 3 mars par l'initiative pour les médicaments innovants (IMI), auquel l'industrie pharmaceutique devrait contribuer avec un montant égal, donc jusqu'à 90 millions d'euros au total.

Quel est le rôle des supercalculateurs dans la recherche d'un vaccin et où sont-ils situés en Europe ?

Les supercalculateurs peuvent aider à dépister des milliers de molécules et à accélérer l'identification de celles qui pourraient être ~~potentiellement~~ utilisées pour développer des vaccins et des traitements contre le Covid-19. [EXSCALATE4CoV](#) est l'un des projets retenus pour le financement dans le cadre de l'action d'urgence de la Commission. Il sera soutenu par des centres de (super)calculs tels que le Cineca en Italie, le BSC en Espagne et le Jülich en Allemagne afin d'identifier les médicaments sûrs qui peuvent être réutilisés pour le Covid-19.

Aujourd'hui, combien de laboratoires et combien de chercheurs sont-ils à la recherche d'une solution au sein de l'UE ?

Nous n'avons pas un catalogue complet de tous les chercheurs européens travaillant sur le coronavirus et les questions connexes. Toutefois, nous savons que l'initiative de la Commission soutiendra 17 projets impliquant plus de 136 équipes de recherche de toute l'UE et, d'ailleurs, bien que certains de ces 136 soient les mêmes équipes-institutions participant à plusieurs projets en parallèle. Par ailleurs, d'autres projets financés par l'UE sont déjà en cours, comme [Prepare](#), qui implique 28 organisations, ou [Zapi](#), qui compte 20 organisations partenaires. D'autres projets européens figurent sur la [fiche d'information recherche coronavirus](#).

Les estimations actuelles semblent indiquer qu'un vaccin pourrait être mis au point dans environ un an.

Comment le niveau de recherche national s'articule-t-il avec le niveau européen ?

La Commission travaille avec d'autres organismes de financement de la recherche dans le cadre du réseau GloPID-R : *Global Research Collaboration for Infectious Disease Preparedness*. Ce réseau a été mis en place pour coordonner les programmes de recherche et répondre aux besoins de recherche prioritaires, en collaboration avec l'OMS.

Combien de temps la mise au point d'un vaccin prend-elle en général ?

À ce jour, il n'existe pas de vaccin pour prévenir le Covid-2019. Les vaccins potentiels sont à l'étude et seront testés dans le cadre d'essais cliniques. Les estimations actuelles semblent indiquer qu'un vaccin pourrait être mis au point dans environ un an. Cependant, il existe de nombreux facteurs de risque associés à la mise au point de vaccins, ce qui signifie qu'il n'y a aucune certitude que nous disposerons d'un vaccin efficace et sûr dans ce délai.

Qu'est-ce qu'il faudra améliorer à l'avenir pour faire face aux risques sanitaires en Europe qui ne connaissent pas de frontières ?

Nous vivons une crise sans précédent. Il faut être clair, les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. Ensemble, nous pouvons faire face à cette situation, mais nous tous — les États membres, la Commission européenne, chacun et chacune d'entre nous — devrions agir de manière responsable et coordonnée. Ce n'est qu'unis, que nous pouvons contrôler efficacement la situation qui évolue quotidiennement. Par une bonne coordination, nous pouvons faire en sorte que les matériels médicaux et les équipements de protection atteignent les personnes qui en ont besoin. À travers une bonne coordination, nous pouvons trouver le juste équilibre entre un ralentissement de la diffusion du virus et le fait de ne pas étouffer l'économie. Ce n'est qu'en combinant les efforts des meilleurs chercheurs et médecins dans tous nos pays que nous pourrons faire face aux crises. La coordination nous rend tous plus forts face à la crise.

Les États membres sont-ils égaux devant un risque d'épidémie compte tenu des moyens de santé très différents dont nous disposons ?

Chaque pays, sans exception, doit accepter la réalité : cette crise représente un défi sanitaire, mais aussi économique d'une ampleur sans précédent. Notre réponse sera plus forte si nous la donnons ensemble. Le marché unique ne devrait pas être remis en question afin que les camions transportant des fournitures médicales parviennent aux hôpitaux et que nous puissions renforcer la production et la distribution d'équipements de protection, etc. Des mesures visant à ralentir la propagation du virus ont déjà été prises, mais, pour être plus efficaces, nous avons besoin de coordination et de solidarité. Ce n'est pas un jeu à somme nulle : la coordination nous rend tous plus forts face à la crise.

Lors du dernier sommet européen, les États dits frugaux – Danemark, Autriche, Pays-Bas, Suède – ont rechigné à augmenter le budget européen plafonné à 80 milliards d'euros sur sept ans dans la proposition de Charles Michel. Dans l'idéal, quel serait le montant d'un budget de recherche ambitieux pour l'Europe pour les sept ans à venir ?

La Commission a proposé que le nouveau programme européen pour la recherche et l'innovation — Horizon Europe — soit doté d'un budget de 100 milliards d'euros. La raison en est très simple : les investissements dans la recherche et l'innovation sont des **investissements dans notre avenir**. Les initiatives ambitieuses que nous avons prises au niveau européen ne peuvent être menées qu'avec l'aide de la recherche et de l'innovation. L'innovation est au cœur de la nouvelle stratégie industrielle européenne, par exemple. Et elle est bien entendu essentielle pour la lutte contre le coronavirus. Nous avons réussi, en un temps record, à mobiliser, à travers Horizon 2020 et l'industrie pharmaceutique, près de 140 millions d'euros pour financer la recherche sur le coronavirus. Nous parlons de possibles résultats concrets et rapides : de meilleurs tests diagnostiques, de nouveaux traitements, la mise au point de nouveaux vaccins qui seront utilisés pour la prévention et le traitement. Dans le contexte actuel, il n'existe pas de meilleur exemple que la R & I [recherche et innovation, NDLR] pour relever les défis sociétaux les plus importants.

En focalisant tant d'équipes et de moyens sur un hypothétique vaccin efficace et sûr (mais tout vaccin ne l'est-il pas par hypothèse ?) - et qui risque de n'être disponible qu'après disparition du virus (terrassé par la seule perspective du vaccin) – ne risque-t-on pas de passer à côté de solutions plus pragmatiques et d'empêcher de nombreuses autres recherches plus utiles ?

Trump optimiste, mais "le pire est à venir", prévient son expert en coronavirus

AFP Modifié le 16/03/2020 à 2 h 15

Donald Trump s'est montré optimiste dimanche après un geste fort de la Banque centrale américaine pour juguler l'impact économique de la pandémie, mais ses experts ont mis en garde contre "un pic" à venir dans les cas de coronavirus aux États-Unis qui renforçaient les mesures de prévention.

Gardant un œil inquiet sur l'Europe, les Américains redoutent l'évolution de la pandémie aux États-Unis, où plus de 3.000 cas ont été officiellement déclarés, pour plus de 60 morts.

"C'est un virus très contagieux, c'est incroyable. Mais c'est quelque chose sur lequel nous avons un contrôle extraordinaire", a affirmé le président américain, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche.

"Tout ira très bien", a-t-il ajouté en affirmant qu'il n'y avait pas de pénuries dans les supermarchés américains. "Détendez-vous. Nous nous en sortons bien. Tout cela va passer".

Donald Trump a abondamment félicité la Réserve fédérale pour sa décision d'abaisser soudainement ses taux à zéro, afin d'endiguer les conséquences économiques de l'épidémie de nouveau coronavirus. Une mesure qu'il réclamait depuis des mois.

Tests bientôt gratuits

Lors de la même conférence de presse, les experts chargés du dossier à la Maison-Blanche ont donné un autre ton.

"Le pire est à venir", a déclaré le directeur de l'Institut national des maladies infectieuses, Anthony Fauci.

"La façon dont nous répondrons à ce défi déterminera où nous nous retrouverons au final. Nous sommes à un stade très, très décisif" de l'épidémie, a-t-il ajouté.

Après des retards critiqués dans le déploiement des tests sur le terrain, le vice-président, Mike Pence, a affirmé que le dépistage était désormais disponible dans les 50 États américains, et que 2.000 laboratoires étaient en mesure de "traiter les tests du coronavirus beaucoup plus rapidement".

Il a rappelé que grâce à une loi, qui devrait être adoptée lundi au Congrès, les tests seraient bientôt gratuits pour tous les Américains, y compris ceux qui ne disposent pas d'une assurance santé.

Deborah Birx, experte chargée de la coordination de ce dossier au sein de la Maison-Blanche, a expliqué que l'augmentation du dépistage faire monter le nombre des cas recensés.

"Lorsque ces tests vont être déployés la semaine prochaine, vous allez voir un pic" aux États-Unis, a-t-elle déclaré, en appelant les Américains à laisser la priorité aux personnes à risques, dans les centres de dépistage.

"Nouvelles consignes" lundi

Après avoir longtemps minimisé la portée de l'épidémie, le président Trump a annoncé l'état d'urgence vendredi.

Signe d'un tournant dans la prise de conscience, il s'est résolu à se soumettre personnellement au test -- négatif, a fait savoir samedi soir la Maison-Blanche.

Les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont publié dimanche soir de nouvelles recommandations, appelant à **annuler ou reporter tous les événements publics devant réunir plus de 50 personnes au cours des 8 prochaines semaines. Les écoles ne sont pas concernées.**

Et les experts de la Maison-Blanche n'ont pas exclu de nouvelles restrictions, dès lundi.

"Vous verrez de nouvelles consignes mises à jour et plus avancées demain", a déclaré M. Fauci. Aux journalistes qui lui demandaient si celles-ci incluraient la fermeture des bars et restaurants, celui-ci a répondu : "C'est possible, absolument".

Sans attendre, plusieurs États et autorités locales, disposant d'une grande latitude de décision dans ce pays fédéral, ont mis en œuvre leurs propres mesures.

Le gouverneur du territoire américain de Porto Rico est allé le plus loin à ce jour, en ordonnant dimanche un couvre-feu toutes les nuits entre 21 h et 5 h, avec effet immédiat.

Écoles fermées

Les écoles ont déjà fermé dans de nombreuses régions américaines. Après s'être dit dimanche matin réticent à suivre cet exemple, le maire de New York, Bill De Blasio, a annoncé que les écoles new-yorkaises fermeraient aussi dès lundi.

Le gouverneur de la Californie, Gavin Newsom, a lui exhorté tous les bars et restaurants à fermer, mais sans les y obliger, tandis que le gouverneur de l'Illinois a décrété leur fermeture jusqu'au 30 mars.

Certains restaurants ont pris les devants, comme le *fast-food* mexicain *Taco Bell* qui ne servira plus ses clients que par les "*drive-thru*", directement dans leurs voitures.

Nike a annoncé dimanche qu'elle fermait tous ses magasins aux États-Unis, au Canada et en Europe de l'Ouest.

Mis en place pour juguler la propagation du coronavirus aux États-Unis, les nouveaux contrôles pour les Américains rentrant d'Europe ont provoqué des scènes de chaos dans plusieurs aéroports, dépassés par l'afflux de passagers à dépister.

Donald Trump avait annoncé mercredi l'interdiction d'entrée sur le sol américain en provenance des pays européens de la zone Schengen. La mesure est entrée en vigueur vendredi à minuit et sera étendue lundi à minuit (mardi 4 h GMT) au Royaume-Uni et à l'Irlande.

16/03/2020 2 h 13 min 44 s - Washington (AFP) © 2020 AFP

Pandémie COVID-19, les recommandations essentielles de l'AIMSIB

par [La rédaction de l'AIMSIB](#) | 15 mars 2020 | [77 commentaires](#)

Il est grand temps de se pencher sur une révision drastique de nos modes de vie afin de pouvoir résister au mieux en cas de contamination par ce nouveau virus qui, on le rappelle, ne déclenche dans le cas général que deux semaines d'inconfort. Néanmoins des cas graves à gravissimes surviennent régulièrement. Peut-on augmenter ses chances de traverser cette pandémie sans trop en souffrir ? La réponse est *oui*. Nous vous apportons ici une somme de préconisations qui pour certaines vous sembleront difficiles à admettre, néanmoins tout ce que nous avançons demeure abondamment sourcé bien que certaines connaissances développées ici soient récentes et nécessiteront d'être réactualisées en fonction de données nouvelles au fur et à mesure des semaines qui viendront. Nous n'avons pas de certitudes absolues (ce pour quoi nous fournissons des références) et chaque duo médecin/patient devra en tirer les conséquences à titre individuel. Diffusez en urgence cet article aux médecins de bonne volonté... Bonne lecture.

Résumé

Les mesures dites barrières contre le COVID-19 n'ont aucune chance de produire d'effets tant que les transports de personnes demeureront autorisés, tout au plus peut-on espérer ralentir la progression épidémique. L'observance d'un régime méditerranéen modernisé enrichi en lipides autorise une captation facilitée des virus circulants par les lipoprotéines sériques, un patient qui en manque (traitement par statines) verra ses défenses immunitaires altérées. Tous les traitements anti-inflammatoires, stéroïdiens ou non, aspirine comprise doivent dans la mesure du possible être interrompus, idem s'agissant des prises en charge par antihypertenseurs de la classe des IEC ou des sartans qui devraient elles aussi être suspendues ou éventuellement dans des cas exceptionnels, remplacées. **La vaccination antigrippale pourrait entraîner un surrisque majeur d'infection sévère à coronavirus, cette pratique extrêmement répandue demeurant sans effet sur la morbi-mortalité tous âges confondus demande donc à être abandonnée au plus vite.**

Et pendant ce temps la vie continue :

[Recommended composition of influenza virus vaccines for use in the 2020- 2021 northern hemisphere influenza season February 2020](#)

Et si l'épidémie de coronavirus venait à retarder la production de vaccin anti-grippe ?